

Badische Landesbibliothek Karlsruhe

Digitale Sammlung der Badischen Landesbibliothek Karlsruhe

Journal officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne. 1945-1949 1947

88 (15.7.1947)

JOURNAL OFFICIEL

DU COMMANDEMENT EN CHEF FRANÇAIS EN ALLEMAGNE
GOVERNEMENT MILITAIRE DE LA ZONE FRANÇAISE D'OCCUPATION

Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland

Ordonnances, Arrêtés et Règlements, Décisions réglementaires
Décisions, Circulaires, Avis, Communications, Informations,
Annonces légales

Verordnungen, Verfügungen, Beschlüsse, Ausführungsbestimmungen,
Anordnungen, Runderlasse, Benachrichtigungen, Mitteilungen,
Amtliche Bekanntmachungen

Le texte français seul fait foi, la traduction n'ayant qu'un caractère d'information.

Allein der französische Text ist amtlich, die deutsche Übersetzung gilt nur als Information.

Direction, Rédaction, Administration

Leitung, Redaktion, Verwaltung

Journal Officiel, 65 Lichtentaler Straße, Baden-Baden

Abonnement : 25 numéros, 10 Marks.
Annonces légales : 90 pfg la ligne

Abonnement : 25 Blätter : 10 M.
Amtliche Bekanntmachungen die Zeile 90 Pfg.

Pour toute réclamation joindre la dernière bande reçue

Jeder Reklamation ist das letzte Streifband beizufügen

SOMMAIRE

Pages

Ordonnances, Arrêtés et Décisions du Commandant en Chef
Français en Allemagne

Ordonnance No 104 en date du 12 Juillet 1947, relative à
l'établissement en Sarre des Listes électorales de
l'année 1947 875

Annonces Légales 878

INHALT

Seite

Verordnungen, Verfügungen und Anordnungen des
französischen Oberkommandos in Deutschland

VERORDNUNG Nr. 104, vom 12. Juli 1947, über die Aufstellung
von Wählerlisten für das Jahr 1947 875

Amtliche Bekanntmachungen 878

ORDONNANCES DU COMMANDANT EN CHEF

ORDONNANCE No 104

relative à l'établissement en Sarre des listes électorales
de l'année 1947.

Le Commandant en Chef Français en Allemagne,

Vu le décret du 15 Juin 1945 portant création du Commandement
en Chef Français en Allemagne, modifié par celui du 18 Octo-
bre 1945,

Vu l'Ordonnance No 1 du Commandement Suprême Interallié sur
les infractions,

Vu l'Ordonnance No 1 du 28 Juillet 1945, maintenant en vigueur
les ordonnances et règlements promulgués par ou sous l'autorité du
Commandement Suprême Interallié,

Vu l'Ordonnance No 45 du 28 Mai 1946 sur l'établissement des
listes électorales en vue des élections dans la Sarre, ensemble
l'arrêté No 62 de l'Administrateur Général en date du 29 Mai 1946
portant application de l'Ordonnance No 45,

Vu l'Ordonnance No 93 en date du 6 Juin 1947 portant réorgani-
sation administrative de l'État RHENO-PALATIN et du Territoire
de la SARRE, ensemble l'Arrêté No 215 de l'Administrateur Général
en date du 7 Juin 1947 portant application de l'Ordonnance No 93,

Sur la proposition de l'Administrateur Général, Adjoint pour
le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation,

VERORDNUNGEN

VERORDNUNG Nr. 104

über die Aufstellung von Wählerlisten für das Jahr 1947.

Der Commandant en Chef Français en Allemagne erläßt unter
Bezugnahme auf

Das Dekret vom 15. Juni 1945 über die Schaffung eines Com-
mandement en Chef Français en Allemagne, abgeändert durch das
Dekret vom 18. Oktober 1945,

Die Verordnung Nr. 1 des Commandement Suprême Interallié
über Zuwiderhandlungen,

Die Verordnung Nr. 1 vom 28. Juli 1945 über die Aurchterhaltung
der vom Commandement Suprême Interallié oder unter seiner Be-
fehlsgehalt erlassenen Verordnungen und Bestimmungen,

Die Verordnung Nr. 45 vom 28. Mai 1946 über die Aufstellung von
Wählerlisten für die Wahlen im Saargebiet zusammen mit der Ver-
fügung Nr. 62 des Administrateur Général vom 29. Mai 1946 über die
Durchführung der Verordnung Nr. 45,

Die Verordnung Nr. 93 vom 6. Juni 1947 über die Neuorganisation
der Verwaltung der Rhein-Pfalz und des Saargebietes zusammen mit
der Verfügung Nr. 215 des Administrateur Général vom 7. Juni 1947
über die Durchführung der Verordnung Nr. 93, auf Vorschlag des
Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de

Le Comité Juridique entendu :

ORDONNE :

TITRE I

Droit à l'inscription sur la liste électorale

ART. 1. — al. 1. A le droit d'être inscrite sur la liste électorale d'une commune de la Sarre, toute personne sans distinction de sexe, âgée de 21 ans révolus à la date du 1^{er} Août 1947, non frappée par une des incapacités prévues au titre II de la présente Ordonnance, et justifiant du domicile électoral.

al. 2. — Bénéficiaire du domicile électoral en Sarre, les personnes ayant leur domicile réel dans la commune depuis au moins six mois sans interruption à la date du 1^{er} Juin 1947, et rentrant dans l'une des catégories suivantes :

1. — Être né sur le Territoire de la Sarre compris dans les limites fixées par l'Ordonnance No 93 du Commandant en Chef Français en Allemagne en date du 6 Juin 1947.
2. — Être issu de parents dont l'un est né sur le Territoire de la Sarre,
3. — Avoir eu son domicile réel en Sarre entre le 29 Juin 1919 et le 30 Janvier 1933, et l'y avoir maintenu pendant au moins 10 années consécutives.
4. — Être le conjoint d'une personne entrant dans l'une des trois catégories précédentes.

alin. 3. — Les étrangers ne peuvent pas solliciter leur inscription sur les listes électorales.

ART. 2. — Ont également le droit d'être inscrits sur la liste électorale d'une commune de la Sarre :

— les anciens ressortissants du Territoire de la Sarre devenus Français par naturalisation et domiciliés en Sarre au 6 Juin 1947.

TITRE II

Incapacités

ART. 3. — Ne peuvent être inscrits sur une liste électorale :

1. — les interdits judiciaires.
2. — les personnes mises en tutelle provisoire pour aliénation mentale.
3. — les personnes ayant perdu leurs droits de citoyen à la suite d'une condamnation de droit commun par jugement définitif.

ART. 4. — Sont exclues de l'inscription sur une liste électorale les personnes ayant acquis la nationalité allemande postérieurement au 12 Mars 1938, soit par voie de naturalisation, soit par réintégration, soit par mariage, soit en vertu d'une décision unilatérale du Gouvernement national-socialiste.

ART. 5. — Sont également exclus de l'inscription sur les listes électorales.

al. 1. Les anciens membres des SS et des Waffen SS, exception faite pour ces derniers des individus qui ont été incorporés après le 1^{er} Janvier 1943, s'ils ne sont pas atteints par une autre cause d'incapacité.

al. 2. Les personnes ayant fait l'objet d'une décision du Conseil Supérieur d'Épuration prononçant à leur encontre la révocation ou l'interdiction d'exercer leur profession.

al. 3. Les anciens membres de la NSDAP ou de l'une de ses organisations ayant eu une participation plus que nominale selon leur grade ou leur fonction, déterminée pour chaque groupement par l'article premier de l'Arrêté No 62 de l'Administrateur Général en date du 29 Mai 1946.

al. 4. Les personnes qui, sans avoir appartenu officiellement au parti ou à ses organisations, ont eu à l'égard de ce dernier une attitude et une activité reconnue de nature à justifier leur élimination du collège électoral, en particulier celles qui ont dénoncé ou persécuté des Allemands ou des étrangers en raison de leurs opinions politiques, de leur race, ou de leur confession.

ART. 6. — al. 1. Pourront sur leur demande, être relevées de l'incapacité définie à l'Article 5 Alinéa 3 les personnes pour lesquelles la Commission Communale, dont la composition est fixée à l'Article 8 ci-après, émettra une décision favorable basée sur la passivité de leur attitude ou sur des titres spéciaux, notamment ceux énumérés à l'alinéa suivant. La demande devra être jointe au formulaire prévu à l'Article 7 alinéa 1 de la présente Ordonnance et être accompagnée de toutes pièces justificatives jugées utiles. Appel sur réclamation

la Zone Française d'Occupation und nach Anhörung des Comité Juridique,

folgende

VERORDNUNG :

TITEL I

Recht auf Eintragung in die Wählerliste

Artikel 1. Absatz 1. Jede Person ohne Unterschied des Geschlechts, die am 1. August 1947 das 21. Lebensjahr vollendet hat, aus keinem der in Titel II dieser Verordnung aufgeführten Gründe wahlunfähig ist und ihre örtliche Wahlberechtigung nachweist, hat den Anspruch darauf, in die Wählerliste einer Gemeinde des Saarlandes eingetragen zu werden.

Absatz 2. Das örtliche Wahlrecht im Saarland genießen die Personen, die ihren tatsächlichen Wohnsitz in der Gemeinde am 1. Juni 1947 seit wenigstens 6 Monaten ohne Unterbrechung innehaben und zu einer der folgenden Gruppen gehören, und zwar,

1. Wer im Saargebiet innerhalb der durch die Verordnung Nr. 93 des Commandant en Chef Français en Allemagne vom 6. Juni 1947 festgesetzten Grenzen geboren ist,
2. Wer von Eltern abstammt, von denen der eine Elternteil im Saargebiet geboren ist,
3. Wer seinen tatsächlichen Wohnsitz im Saargebiet zwischen dem 29. Juni 1919 und dem 30. Januar 1933 gehabt hat und ihn hier während wenigstens 10 aufeinander folgender Jahre aufrechterhalten hat,
4. Wer der Ehegatte einer Person ist, die unter eine der drei vorhergehenden Gruppen fällt.

Absatz 3. Ausländer können ihre Eintragung in die Wählerlisten nicht verlangen.

Artikel 2. Ebenfalls Anspruch auf Eintragung in die Wählerliste einer Gemeinde des Saarlandes haben die ehemaligen Angehörigen des Saargebietes, die durch Naturalisation Franzosen geworden sind und am 1. Juni 1947 im Saarland ihren Wohnsitz gehabt haben.

TITEL II

Unfähigkeit zum Wählen

Artikel 3. In die Wählerliste dürfen nicht eingetragen werden:

1. gerichtlich entmündigte Personen,
2. wegen Geisteskrankheit provisorisch entmündigte Personen,
3. Personen, die ihre bürgerlichen Rechte wegen Vergehen des gemeinen Rechts auf Grund rechtskräftigen Urteils verloren haben.

Artikel 4. Von der Eintragung in die Wählerliste sind diejenigen Personen ausgeschlossen, welche die deutsche Staatsangehörigkeit nach dem 12. März 1938, sei es durch Naturalisation, sei es durch Wiederverleihung der Staatsangehörigkeit, sei es durch Eingehung der Ehe, sei es durch eine einseitige Entscheidung der nationalsozialistischen Regierung, erworben haben.

Artikel 5. Von der Eintragung in die Wählerliste sind ebenfalls ausgeschlossen :

Absatz 1: die früheren Mitglieder der SS und Waffen-SS, mit Ausnahme derjenigen von ihnen, die nach dem 1. Januar 1943 von amts wegen eingegliedert wurden, mit der natürlichen Maßgabe, daß diese nicht aus einem anderen Grunde unfähig zum Wählen sind.

Absatz 2: Diejenigen Personen, gegen die vom oberen Säuberungsrat die Amtsenthebung oder das Verbot der Berufsausübung ausgesprochen worden ist.

Absatz 3: Die ehemaligen Mitglieder der N. S. D. A. P. oder einer ihrer Gliederungen, die sich an der Partei mehr als nur dem Namen nach beteiligt haben, je nach der Art ihres Ranges und ihrer Tätigkeit gemäß der durch Artikel 1 der Verfügung Nr. 62 des Administrateur Général vom 29. Mai 1946 für jede Gruppe getroffenen Bestimmungen.

Absatz 4: Diejenigen Personen, die ohne offiziell der Partei oder einer ihrer Gliederungen angehört zu haben, eine solche Haltung gezeigt und sich so betätigt haben, daß ihr Ausschluß aus der Wählerschaft gerechtfertigt erscheint, insbesondere diejenigen, welche Deutsche oder Fremde wegen ihrer politischen Gesinnung, Rasse oder Religion angezeigt oder verfolgt haben.

Artikel 6. Absatz 1. Auf ihren Antrag können diejenigen Personen von der im Artikel 5 Absatz 3 näher bezeichneten Unfähigkeit zum Wählen befreit werden, für die die Kommunal-Kommission, deren Zusammensetzung im nachstehenden Artikel 8 bestimmt ist, ein günstiges Urteil abgibt, gestützt auf passives Verhalten oder besondere, namentlich im folgenden Absatz aufgezählte Gründe. Der Antrag muß dem in Artikel 7 Absatz 1 dieser Verordnung vorgesehenen Formular zusammen mit allen für zweckmäßig erachteten Unter-

de cette décision pourra être interjeté devant le Comité d'Appel de révision du Cercle prévu à l'Article 9 ci-après, dans les conditions fixées à l'Article 8.

al. 2. Pourront, à titre exceptionnel être relevées sur leur demande, déposée comme il est indiqué à l'alinéa précédent, par le Comité d'Appel de révision du Cercle, sur avis de la Commission Communale, de l'incapacité définie dans les alinéas 1 et 4 de l'Article 5 ci-dessus les personnes ayant des titres particuliers de nature à justifier une réhabilitation, notamment invoquant soit une incarcération ou une détention dans un camp de concentration pour atteinte à la Sûreté du régime, soit leur démission du Parti avant juillet 1939, soit des services spéciaux importants rendus aux Alliés. Les demandes dont il s'agit seront examinées du 3 au 6 août 1947, par la Commission Communale, et transmises aussitôt au Comité d'Appel de révision du Cercle qui statuera du 7 au 9 août 1947 et notifiera sans délai sa décision au Maire avant le 11 août 1947.

TITRE III

Confection et révision de la Liste électorale

ART. 7. — al. 1. Toutes les personnes remplissant les conditions d'électorat, définies aux Articles 1 et 2 de la présente Ordonnance, devront pour figurer sur la liste électorale, remettre à la Mairie de leur domicile avant le 1er août 1947 un formulaire mis à leur disposition par l'Administration Municipale.

al. 2. Nul ne peut demander son inscription sur la liste électorale de plusieurs communes, toute infraction en cette matière sera punie conformément aux textes en vigueur.

ART. 8. — Dans chaque commune, une Commission composée du Maire, Président, de deux membres élus par le Conseil Municipal et de deux membres désignés par le Landrat dans les Landkreise, par le Directeur Ministériel de l'Intérieur dans le Stadtkreis de SARREBRUCK, sera chargée :

1. — de dresser, avant le 11 août 1947 la liste électorale préliminaire au vu des formulaires mentionnés à l'Article précédent.
2. — de décider, avant le 11 août 1947, et sous réserve d'appel du relevé d'incapacité, selon la procédure déterminée à l'alinéa 1er de l'Article 6.
3. — de formuler, avant le 6 août 1947, son avis sur les demandes de relevé d'incapacité présentées selon les dispositions de l'Alinéa 2 de l'Article 6 ci-dessus.
Dans les villes où existe un sectionnement électoral des commissions de section, composées comme ci-dessus, pourront être établies sous la présidence des adjoints.

ART. 9. — Dans chaque cercle sera institué un Comité d'Appel de Révision composé des membres de la Délégation d'instruction de la Spruchkammer, sous la présidence du Landrat dans les Landkreise ou du Directeur Ministériel de l'Intérieur ou de son délégué pour le Stadtkreis de SARREBRUCK.

Ce Comité aura pour mission :

1. — de statuer avant le 25 août 1947 sur les réclamations consécutives aux demandes de relevés d'incapacité à la suite des décisions de la Commission Communale selon les dispositions de l'Article 6, Alinéa 1 ci-dessus.
2. — de statuer avant le 11 août 1947 sur les demandes de relevé d'incapacité transmises par la Commission Communale conformément aux dispositions de l'Article 6 Alinéa 2.
3. — de statuer du 28 août au 2 septembre 1947 sur les réclamations relatives aux inscriptions sur la liste électorale préliminaire.

ART. 10. — La liste électorale préliminaire dressée conformément aux Articles ci-dessus, sera portée à la connaissance du public selon la procédure habituelle d'affichage pendant un délai de six jours à partir du 12 août 1947.

ART. 11. — Les réclamations relatives aux omissions ou aux inscriptions sur la liste électorale préliminaire devront parvenir au service compétent de la Mairie au plus tard le 20 août 1947 qui les soumettra sans délai à la Commission Communale pour avis à formuler jusqu'au 25 août 1947 et les transmettra aussitôt au Comité d'Appel. Ce dernier notifiera entre les trois et cinq septembre ses décisions au Maire de la Commune intéressée.

ART. 12. — La liste électorale sera définitivement arrêté le 12 septembre 1947, réserve faite des dispositions prévues à l'article 13 ci-après.

ART. 13. — Les prisonniers de guerre rapatriés, les déportés rentrants qui remplissent par ailleurs les conditions prévues aux Articles 1 et 2 de la présente Ordonnance, exception faite de la condition de présence dans la commune au 1er juin 1947, pourront se faire inscrire sur une liste additionnelle jusqu'au 12ème jour

lagen beigefügt werden. Berufung gegen diese Entscheidung kann bei dem im nachfolgenden Artikel 9 Absatz 1 vorgesehenen Berufungsausschuß für die Einwendungen des Kreises unter dem im Artikel 8 Absatz 1 festgesetzten Bedingungen eingelegt werden.

Abatz 2: Ausnahmsweise können auf ihren Antrag, der, wie im vorstehenden Absatz angegeben, vorzulegen ist, diejenigen Personen durch den Revisionsausschuß des Kreises auf Grund der Stellungnahme der Kommunal-Kommission von der im Artikel 5 Absatz 1 und 4 näher bezeichneten Wahlunfähigkeit befreit werden, die eine besondere Begründung für die Rechtfertigung ihrer Rehabilitierung haben, insbesondere wenn sie sich auf eine Inhaftierung oder eine Verwahrung in einem Konzentrationslager wegen Angriffs auf die Sicherheit des Regimes oder auf ihr Ausscheiden aus der Partei vor Juli 1939 oder auf besonders wichtige, den Alliierten geleistete Dienste berufen. Die in Betracht kommenden Anträge sind in der Zeit vom 3. bis 6. August 1947 durch die Kommunal-Kommission zu prüfen und sogleich an den Revisionsausschuß des Kreises weiterzuleiten, der in der Zeit vom 7. bis 9. August 1947 zu befinden und seine Entscheidung unverzüglich dem Bürgermeister vor dem 11. August 1947 mitzuteilen hat.

TITEL III

Aufstellung und Revision der Wählerlisten

Artikel 7. Absatz 1. Alle Personen, die die in den Artikeln 1 und 2 dieser Verordnung näher bestimmten Wahlbedingungen erfüllen, müssen, um in der Wählerliste zu stehen, beim Bürgermeisteramt ihres Wohnsitzes vor dem 1. August 1947 ein ihnen von der Gemeindeverwaltung zur Verfügung gestelltes Formular einreichen.

Abatz 2. Niemand kann seine Eintragung in die Wählerliste mehrerer Gemeinden nachsuchen. Jede Übertretung dieser Art wird entsprechend den geltenden Bestimmungen bestraft.

Artikel 8. In jeder Gemeinde wird eine Kommission, die sich aus dem Bürgermeister als Vorsitzender, zwei durch den Gemeinderat gewählten Mitgliedern und zwei durch den Landrat in den Landkreisen und durch den Ministerialdirektor des Innern im Stadtkreis Saarbrücken bestimmten Mitgliedern zusammensetzt, damit beauftragt:

1. vor dem 11. August 1947 eine vorläufige Wählerliste unter Berücksichtigung der im vorhergehenden Artikel erwähnten Formulare aufzustellen;
2. vor dem 11. August 1947 und unter Vorbehalt der Berufung, über die Befreiung von der Wahlunfähigkeit entsprechend dem im Artikel 6 Absatz 1 bestimmten Verfahren zu entscheiden;
3. vor dem 6. August 1947 ihre Stellungnahme zu den entsprechend den Vorschriften des vorerwähnten Artikels 6 Absatz 2 vorgelegten Anträgen auf Befreiung von der Wahlunfähigkeit niederzulegen.

In den Städten, wo Wahlbezirke bestehen, können Bezirks-Kommissionen, die sich wie vorstehend zusammensetzen, unter dem Vorsitz der Stellvertreter des Bürgermeisters gebildet werden.

Artikel 9. In jedem Kreis ist ein Revisionsausschuß zu bilden, der sich aus den Mitgliedern des Untersuchungsausschusses der Spruchkammer unter dem Vorsitz des Landrates in den Landkreisen oder des Ministerialdirektors des Innern oder seines Delegierten für den Stadtkreis Saarbrücken zusammensetzt.

Dieser Ausschuß hat die Aufgabe:

1. vor dem 25. August 1947 über die Beanstandungen zu entscheiden, die im Anschluß an die Anträge wegen Befreiung von der Wahlunfähigkeit infolge der Entscheidungen der Kommunal-Kommission entsprechend den Bestimmungen des vorstehenden Artikels 6 Absatz 1 eingehen.
2. vor dem 11. August 1947 über die Anträge auf Befreiung von der Wahlunfähigkeit zu entscheiden, die entsprechend den Bestimmungen des Artikels 6 Absatz 2 durch die Kommunal-Kommission vorgelegt worden sind.
3. in der Zeit vom 28. August bis 2. September 1947 über die Beanstandungen bezüglich Eintragungen in die vorläufige Wählerliste zu entscheiden.

Artikel 10. Die entsprechend den vorstehenden Artikeln aufgestellte vorläufige Wählerliste ist der Öffentlichkeit durch den üblichen Anschlag während der Dauer von sechs Tagen vom 12. August 1947 ab zur Kenntnis zu bringen.

Artikel 11. Die Beanstandungen bezüglich Unterlassung von Eintragungen oder von Eintragungen in die vorläufige Wählerliste müssen bis spätestens 20. August 1947 der zuständigen Dienststelle des Bürgermeisteramtes eingereicht werden, die sie unverzüglich der Kommunal-Kommission zur Stellungnahme bis 25. August 1947 vorzulegen und alsdann sogleich an den Revisionsausschuß weiterzuleiten hat. Dieser letztere hat seine Entscheidungen dem Bürgermeister der betreffenden Gemeinde zwischen dem 3. und 5. September mitzuteilen.

Artikel 12. Die Wählerliste wird endgültig am 12. September 1947 geschlossen, vorbehaltlich der Bestimmungen des nachstehenden Artikels 13.

Artikel 13. Zurückgekehrte Kriegsgefangene und heimkehrende Deportierte, die die in den Artikeln 1 und 2 dieser Verordnung vorgesehenen Voraussetzungen erfüllen, ausgenommen die Voraussetzungen ihrer Anwesenheit in der Gemeinde am 1. Juni 1947, können sich bis zum 12. Tage vor der Wahl in eine Nachtragsliste eintragen lassen.

précèdent la date du scrutin. Cete liste sera publiée pendant deux jours. Les réclamations éventuelles seront examinées le huitième jour précédent le scrutin, et notifiées aussitôt par la Commission Communale de Révision prévue à l'article 8 de la présente Ordonnance. Il sera statué sur l'appel recevable jusqu'au quatrième jour précédant le scrutin dans les conditions prévues à l'Article 11; notification de la décision sera aussitôt adressée au maire et aux intéressés.

La liste additionnelle sera close la veille du scrutin à 20 heures.

ART. 14. — Toute déclaration mensongère souscrite pour éviter d'être frappé par l'une des incapacités prévues aux Articles 3, 4 et 5 ou pour bénéficier des dispositions de l'Article 6 sera punie d'une amende de 50 à 300 Marks et d'un emprisonnement de 1 à 6 mois, ou de l'une ou de l'autre de ces peines.

ART. 15. — La présente Ordonnance sera publiée au Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne et exécutée comme loi en Zone Français d'Occupation.

BADEN-BADEN, le 12 Juillet 1947.

Le Général d'Armée KOENIG
Commandant en Chef Français en Allemagne.
P. KOENIG.

Diese Liste ist zwei Tage lang zu veröffentlichen. Etwaige Beanstandungen sind am achten Tage vor der Wahl durch die im Artikel 8 dieser Verordnung vorgesehenen Kommunal-Kommission zu prüfen und alsbald bekanntzugeben.

Auf Berufungen, die bis zum vierten Tage vor der Wahl zulässig sind, est nach Maßgabe der Bestimmungen des Artikels 11 zu entscheiden. Die Entscheidung ist dem Bürgermeister und den daran interessierten Personen alsbald bekannt zu geben.

Die Nachtragsliste ist am Vorabend der Wahl um 20 Uhr zu schließen.

Artikel 14. Jede wahrheitswidrige Erklärung, die unterzeichnet worden ist, um von einem der Unfähigkeitsgründe der Artikel 3, 4 und 5 nicht betroffen zu werden oder um sich die Bestimmungen der Artikel 9 und 10 zunutze zu machen, wird mit einer Geldstrafe von 50 bis 300 RM und einer Freiheitsstrafe von 1 bis 6 Monaten oder mit einer dieser Strafe bestraft.

Artikel 15. Diese Verordnung ist im Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland zu veröffentlichen und als Gesetz im französischen Besetzungsgebiet durchzuführen.

BADEN-BADEN, den 12. Juli 1947.

Der Général d'Armée KOENIG
Commandant en Chef Français en Allemagne.
P. KOENIG.

Amtliche Bekanntmachungen

Bad. Amtsgericht II Singen
(Hohentwiel)

Musterregister / Eintrag

Bd. III, Nr. 91: Bei der Firma Maggi-Gesellschaft m. b. H., in Singen (Hohentwiel). Verlängerung der Schutzfrist um sechs Jahre für Muster Fabriknummer 1371. Angemeldet am 6. Juni 1947, 15 Uhr. (726)

Den 10. Juni 1947.

Bad. Amtsgericht II Singen
(Hohentwiel)

Musterregister / Eintrag

Bd. III, Nr. 98: Bei der Firma Maggi-Gesellschaft m. b. H., in Singen (Hohentwiel). Verlängerung der Schutzfrist um sechs Jahre für Muster Fabriknummer 1377. Angemeldet am 6. Juni 1947, 15 Uhr. (727)

Den 10. Juni 1947.

Amtsgericht Rottweil a. N.

Handelsregistereintrag

Veränderung vom 1. 7. 1947

Für die Angaben in (.) keine Gewähr.

A 175 — Johannes Käfer, Meßuhrenfabrikation, Sitz in Schwenningen a. N.: Die frühere Einzelfirma ist in eine Kommanditgesellschaft umgewandelt, die am 1. 1. 1946 begonnen hat. Die Firma lautet nun: Johannes Käfer, Meßuhrenfabrik. Persönlich haftender Gesellschafter ist: Johann Jauch, Fabrikant in Schwenningen a. N. 3 Kommanditisten. (Gegenstand des Unternehmens ist die Fabrikation von Meßuhren, sowie die Herstellung und der Vertrieb von Meßgeräten. Die Geschäftsräume befinden sich in Schwenningen a. N., Hanstraße 11). (723)

Aufgebot

Die Nachverzeichneten von unserer Kasse ausgestellten Sparkassenbücher sind als in Verlust geraten gemeldet:

1. Sparkassenb. Nr. 3811, Guth. = RM. 2 510,22
2. Sparkassenb. Nr. 2013, Guth. = RM. 5 755,49
Die Inhaber dieser Sparkassenbücher werden hiermit aufgefordert, ihre Ansprüche unter Vorlage der Sparkassenbücher innerhalb vier Wochen nach erscheinen der Anzeige bei uns geltend zu machen, andernfalls die Kraftloserklärung der Sparkassenbücher erfolgt.

Bühl/Baden, den 9. Juli 1947. (724)

Bezirkssparkasse Bühl-Baden.

Bad. Amtsgericht II Singen
(Hohentwiel)

Musterregistereintrag

Bd. III Nr. 90: Bei der Firma Maggi-Gesellschaft m. b. H., in Singen (Hohentwiel). Verlängerung der Schutzfrist um 6 Jahre für Muster Fabriknummer 1369 und 1370. Angemeldet am 6. Juni 1947, 15.00 Uhr. (725)

Den 10. Juni 1947.

Musterregistereintrag

Bd. III, Nr. 109: Bei der Firma Maggi-Gesellschaft m. b. H., in Singen (Hohentwiel). Verlängerung der Schutzfrist um 6 Jahre für Muster Fabriknummer 1386. Angemeldet am 6. Juni 1947, 15.00 Uhr. (728)

Den 10. Juni 1947.

Musterregistereintrag

Bd. III, Nr. 116: Bei der Firma Maggi-Gesellschaft m. b. H., in Singen (Hohentwiel). Verlängerung der Schutzfrist um 6 Jahre für Muster Fabriknummer 1393. Angemeldet am 6. Juni 1947, 15.00 Uhr. (729)

Den 10. Juni 1947.

Musterregistereintrag

Bd. III, Nr. 118: Bei der Firma Maggi-Gesellschaft m. b. H., in Singen (Hohentwiel). Verlängerung der Schutzfrist um 6 Jahre für Muster Fabriknummer 1395. Angemeldet am 6. Juni 1947, 15.00 Uhr. (730)

Den 10. Juni 1947.

Musterregistereintrag

Bd. III, Nr. 119: Bei der Firma Maggi-Gesellschaft m. b. H., in Singen (Hohentwiel). Verlängerung der Schutzfrist um 6 Jahre für Muster Fabriknummer 1396. Angemeldet am 6. Juni 1947, 15.00 Uhr. (731)

Den 10. Juni 1947.

Musterregistereintrag

Bd. III, Nr. 120: Bei der Firma Maggi-Gesellschaft m. b. H., in Singen (Hohentwiel). Verlängerung der Schutzfrist um 6 Jahre für Muster Fabriknummer 1397. Angemeldet am 6. Juni 1947, 15.00 Uhr. (732)

Den 10. Juni 1947.

Bad. Amtsgericht II Singen
(Hohentwiel)

Musterregistereintrag

Bd. III, Nr. 123: Bei der Firma Maggi-Gesellschaft m. b. H., in Singen (Hohentwiel). Verlängerung der Schutzfrist um 6 Jahre für Muster Fabriknummer 1400. Angemeldet am 6. Juni 1947, 15.00 Uhr. (733)

Den 10. Juni 1947.

Musterregistereintrag

Bd. III, Nr. 127: Bei der Firma Maggi-Gesellschaft m. b. H., in Singen (Hohentwiel). Verlängerung der Schutzfrist um 6 Jahre für Muster Fabriknummer 1404—1409. Angemeldet am 6. Juni 1947, 15.00 Uhr. (734)

Den 10. Juni 1947.

Musterregistereintrag

Bd. III Nr. 129: Bei der Firma Maggi-Gesellschaft m. b. H., in Singen (Hohentwiel). Verlängerung der Schutzfrist um 6 Jahre für Muster Fabriknummer 1411. Angemeldet am 6. Juni 1947, 15.00 Uhr. (735)

Den 10. Juni 1947.

Musterregistereintrag

Bd. III, Nr. 130 und 131: Bei der Firma Maggi-Gesellschaft m. b. H., in Singen (Hohentwiel). Verlängerung der Schutzfrist um 6 Jahre für Muster Fabriknummer 1412 und 1413. Angemeldet am 6. Juni 1947, 15.00 Uhr. (736)

Den 10. Juni 1947.

Musterregistereintrag

Bd. III, Nr. 136: Bei der Firma Maggi-Gesellschaft m. b. H., in Singen (Hohentwiel). Verlängerung der Schutzfrist um 6 Jahre für Muster Fabriknummer 1418. Angemeldet am 6. Juni 1947, 15.00 Uhr. (737)

Den 10. Juni 1947.

Musterregistereintrag

Bd. III, Nr. 89: Bei der Firma Maggi-Gesellschaft m. b. H., in Singen (Hohentwiel). Verlängerung der Schutzfrist um 6 Jahre für Muster Fabriknummer 1368. Angemeldet am 6. Juni 1947, 15.00 Uhr. (738)

Den 10. Juni 1947.

Öffentliche Ladung

Ds 3/46. 1. Artist Oskar Feder, geb. am 26. 3. 1922 in Neustadt (Haardt), früher wohnhaft in Großmalscheid, 2. die Ehefrau Oskar Feder, Elsa geb. Heinen, geb. 11. 4. 1921 in Sauerthal (Krs. St. Goarshausen), früher wohnhaft in Großmalscheid, 3. die Ehefrau des Franz Heinen, Artistin Alwine geb. Heinen, geb. 3. 5. 1914 in Eitzfeld, Krs. Prüm, früher wohnhaft in Großmalscheid, werden hiermit öffentlich geladen. Es wird ihnen zur Last gelegt, in der Nacht vom 29. bis 30. 7. 1945 zu Mündersbach dem Landwirt Gustav Altgeld einen Gummiwagen in der Absicht rechtswidriger Zueignung weggenommen zu haben, bzw. bei Begehung dieses Vergehens durch Rat und Tat wissentlich Hilfe geleistet zu haben. (Vergehen gegen §§ 242, 47, 49 RSTGB.). Termin zur Hauptverhandlung ist angesetzt auf den 9. 9. 1947, 9.30 Uhr, Zimmer Nr. 1 des Amtsgerichts Hachenburg. Es wird darauf hingewiesen, daß die Hauptverhandlung auch bei Ausbleiben der Geladenen stattfindet, und daß das ergehende Urteil vollstreckbar ist.

Hachenburg, den 28. Juni 1947. (741)

Das Amtsgericht
gez. Dr. Hünnebeck
Amtsgerichtsrat.

Beschluss

Ds 3/46. In der Strafsache gegen 1. den Artist Oskar Feder, geb. 26. 3. 1922 in Neustadt (Haardt), früher wohnhaft in Großmalscheid, 2. die Ehefrau des Oskar Feder, Elsa geb. Heinen, geb. 11. 4. 1921 in Sauerthal, Krs. St. Goarshausen, früher wohnhaft in Großmalscheid, 3. die Ehefrau des Franz Heinen, Artistin Alwine geb. Heinen, geb. 3. 5. 1914 in Eitzfeld, Kreis Prüm, früher wohnhaft in Großmalscheid, wegen Verstoßes gegen §§ 242, 47, 49 RSTGB. — Ds 3/46 — wurde am 28. Juni 1947 beschlossen und verkündet. Das im Gebiet des Deutschen Reiches befindliche Vermögen der Angeklagten wird beschlagnahmt. (740)

Hachenburg, den 28. Juni 1947.

Das Amtsgericht.

Amtsgericht Ravensburg

Urk.-Reg. 17/46.

Aufgebot

Die Ruth Stiehr geb. Maier in Weingarten, Krs. Ravensburg, Lägelerstraße 14, hat beantragt, ihren Ehemann, den Oberstabsarzt Dr. Otto Stiehr, geb. 6. 3. 1907 in Berlin-Charlottenburg, der seit den Kämpfen bei Husy-Jassy (Rumänien), und zwar seit 22. August 1944 vermißt ist, für tot zu erklären. Der Verschollene wird aufgefordert, sich bis spätestens 22. September 1947, vorm 11 Uhr, persönlich oder schriftlich beim Amtsgericht zu melden, sonst kann er für tot erklärt werden. Wer Auskunft über Leben oder Tod des Verschollenen geben kann, wird aufgefordert, bis zum genannten Tag hierher Nachricht zu geben. (742)

Amtsgericht Ravensburg

Urk.-Reg. Nr. 9/47.

Aufgebot

Der am 14. Februar 1899 in Hasenweiler, Krs. Ravensburg, geborene und zuletzt dort wohnhaft gewesene ledige Landwirt Josef Späth, der am 3. November 1918 verwundet in Kriegsgefangenschaft geriet und seither verschollen ist, soll für tot erklärt werden. Der Verschollene wird aufgefordert sich bis spätestens 22. September 1947, vorm. 11 Uhr, persönlich oder schriftlich beim Amtsgericht Ravensburg zu melden, sonst kann er für tot erklärt werden. Wer Auskunft über Leben oder Tod des Verschollenen geben kann, wird aufgefordert, bis zum genannten Tag hierher Nachricht zu geben. (743)

Bad. Amtsgericht Schopheim

Handelsregister / Veränderung

B. Bd. III Nr. 13: Mercantil Textil-Großhandlungsgesellschaft mit beschränkter Haftung in Schopheim: Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer vertreten. Sind

mehrere Geschäftsführer vorhanden, so vertreten je 2 von ihnen zusammen oder je einer gemeinschaftlich mit einem Prokuristen die Gesellschaft. Die Gesellschafterversammlung vom 18. 4. 1947 hat die Erhöhung des Stammkapitals um 90 000 RM auf 150 000 RM beschlossen. An Stelle des zurückgetretenen Geschäftsführers Fritz Herbster in Schopheim wurde der Kaufmann Waldemar Dinner in Freiburg als Geschäftsführer bestellt. Dem Kaufmann Fritz Urban in Schopheim ist Prokura erteilt. (744)

Den 7. Juli 1947.

Bad. Amtsgericht Waldshut

Handelsregister / Neueintragung

HR. A. Bd. IV OZ. 10: Hermann Rauber Söhne Nachf. A. Rauber & Co., Brugg/Schweiz, Werk Tiefenstein/Baden. Sitz Brugg/Schweiz, Werk Tiefenstein/Baden. Persönlich haftende Gesellschafterin ist Frau Anna Rauber-Thommen in Brugg/Schweiz. Ein Kommanditist ist vorhanden. Die Gesellschaft hat am 1. Aug. 46 begonnen. Aktiven und Passiven der bisherigen Firma Hermann Rauber Söhne, Brugg/Schweiz, Werk Tiefenstein/Baden, werden übernommen. Dem Obermeister Heinrich Hipp ist unter Beschränkung auf die Zweigniederlassung Tiefenstein Prokura erteilt.

Den 1. Juli 1947. (745)

Gen.-R. 82. In das Genossenschaftsregister Nr. 82 betr. den Meerfelder Spar- und Darlehenskassenverein, eingetragene Genossenschaft mit unbeschränkter Haftpflicht, ist folgendes eingetragen worden: „Durch Beschluß der Generalversammlung vom 23. Juni 1946 ist die Firma in Rafffisenkasse Meerfeld, eingetragene Genossenschaft mit unbeschränkter Haftpflicht zu Meerfeld“, geändert. (746)

Wittlich, 3. Juli 1947.

In das Handelsregister Abt. A. Nr. 10 ist unter Nr. 3 folgendes eingetragen worden: Die Firma Jakob Müller in Karden ist durch Erbgang auf Alfred Müller, Kaufmann in Karden, übergegangen. (747)

Cochem, 26. Juni 1947.

Amtsgericht

Einladung zur Hauptversammlung

Zu der am Donnerstag, dem 14. August 1947, vorm. 11 Uhr, in den Geschäftsräumen der Rheinisch-Westfälisches Elektrizitätswerk Aktiengesellschaft in Essen, Rellinghauser Straße 53, stattfindenden ordentlichen Hauptversammlung werden die Aktionäre hiermit ergebenst eingeladen.

Tagesordnung:

1. Vorlage des festgestellten Jahresabschlusses und des Geschäftsberichtes mit dem Bericht des Aufsichtsrats über das Geschäftsjahr vom 1. 7. 1945 bis 30. 6. 1946;
2. Beschlußfassung über die vom Vorstand vorgeschlagene Verteilung des Reingewinns;
3. Entlastung des Vorstandes und des Aufsichtsrats wegen des Geschäftsjahres gem. Punkt 1;
4. Wahlen zum Aufsichtsrat;
5. Wahl des Abschlußprüfers für das Geschäftsjahr 1946/47.

Jeder Aktionär, welcher an der Hauptversammlung teilnehmen will, hat spätestens am Samstag dem 9. August 1947, seine Aktien bei unserer Gesellschaft, bei einem von der Militärregierung zugelassenen deutschen Notar, bei der Reichsbank in ihrer Eigenschaft als Wertpapiersammelbank oder bei einer der nachstehenden Banken bis zum Schluß der Hauptversammlung zu hinterlegen:

1. Deutsche Bank, Idar-Oberstein oder Essen,
2. Süddeutsche Diskonto-Gesellschaft A.-G., Mannheim.

Die Hinterlegung ist auch dann ordnungsmäßig, wenn Aktien mit Zustimmung einer Hinterlegungsstelle für sie bei anderen Filialen, Banken oder Kassen bis zur Beendigung der Hauptversammlung im Sperrdepot gehalten werden.

Im Falle der Hinterlegung bei einem deutschen Notar oder bei einer Wertpapiersammelbank ist die von diesen auszustellende Bescheinigung spätestens an dem Tage nach Ablauf der Hinterlegungsfrist bei der Gesellschaftskasse einzureichen.

Idar-Oberstein, 2, den 20. Juli 1947.

Oberstein-Idarér Elektrizitäts-Aktiengesellschaft
Der Vorstand (748)

Bad. Amtsgericht Freiburg i. Br.

Handelsregister

Für die Angaben in () keine Gewähr

Abteilung A

Veränderung

373. Gebrüder Hüglin, Freiburg i. Br., (Weinbau — Weingroßhandlung, Bertoldstr. 63). Ernst Haap, Freiburg i. Br., ist Einzelprokurist. Am 10. 7. 1947. (750)

Bad. Amtsgericht Freiburg i. Br.

Verbandsregister

Für die Angaben in () keine Gewähr

Neueintragung

Band VII Nr. 59 Verein für Leibesübungen, Freiburg i. Br. (Eisenbahnstr. 34). (751)
Am 10. 7. 1947.

Bad. Amtsgericht Wollach

Handelsregister / Neueintrag

HR. A. 3/170: Ernst Wöhrle, Lederwarenherstellung in Schiltach. Geschäftsinhaber: Ernst Wöhrle, Kaufmann und Sattlermeister in Schiltach. (752)

Den 10. Juli 1947.

Genossenschaftsregistereintrag III O. Z. 1 zur Pflanzengewinnsgenossenschaft Zunsweier und Umgebung bei Offenburg eGmbH. Die Genossenschaft ist durch Beschluß der Generalversammlung vom 15. Mai 1947 aufgelöst. (753)
Offenburg, den 18. Juni 1947.

Amtsgericht III

In das Güterrechtsregister Nr. 205 wurde bezüglich der Eheleute Lehrer Wilhelm Gustav Karl Pollmann und Hertha Ingeborg geborene Lindenberg, in Niederschelderhütte, folgendes eingetragen: Durch notariellen Vertrag vom 20. März 1947 ist die Verwaltung und Nutznießung des Ehemannes am Vermögen der Ehefrau ausgeschlossen worden. (754)

Kirchen, den 7. Juli 1947.

Amtsgericht

Bekanntmachung

Der am 14. September 1944 erteilte Erbschein a. Abl. d. Uhrmachermeisters Andres Würth in Stühlingen, der durch Beschluß vom 18. April 1947 als unrichtig eingezogen worden ist, wird für kraftlos erklärt. (755)

Waldshut, den 2. Juli 1947.

Badisches Notariat II

Neueintragung

HR. A. 383: Firma Carl Müller in Betzdorf/Sieg. (756)

Kirchen, 7. Juli 1947.

Amtsgericht

Neueintragung

HR. A. 382: Bernhard Utsch, Elektrogroßhandlung in Birken, Kreis Altenkirchen. (757)

Kirchen, 7. Juli 1947.

Amtsgericht

HR. A. 311: Firma Fritz Sänger, Niederschelderhütte. Als Inhaber wurden nunmehr eingetragen: a) Witwe des Bauunternehmers Fritz Sänger, Hedwig geb. Reusch, b) Charlotte Sänger, kaufm. Angestellte, c) Ehefrau des Walter Reht, Margarete geborene Sänger, sämtlich in Niederschelderhütte. (758)

Kirchen, 7. Juli 1947.

Amtsgericht.

Durch Ausschlußurteil vom 8. Juli 1947 ist der Hypothekenbrief vom 18. Mai 1931 über die auf Nr. 1 im Grundbuch von Wissen, Band 24, Blatt 981 in Abteilung III Nr. 2, für die „Eigenheim“ Allgemeine Deutsche Bauspar-Aktiengesellschaft zu Düsseldorf, Graf-Recke-Straße 55/57 eingetragene Darlehenshypothek über 7000.— Goldmark, für kraftlos erklärt worden.

Wissen/Sieg, 8. Juli 1947. (759)

Amtsgericht

Amtsgericht Neuwied
(Zweigstelle Dierdorf)

Genossenschaftsregister / Veränderungen
Gen.-Reg. 15: Spar- und Kreditgenossenschaft, eingetragene Genossenschaft mit unbeschränkter Haftpflicht in Dernbach. In der Generalversammlung vom 22. Mai 1946 wurden die §§ 1, 2, 3 und 43 des Statuts geändert. Die Firma lautet jetzt: Raiffeisenkasse eingetragene Genossenschaft mit unbeschränkter Haftpflicht in Dernbach über Neuwied. (760)

Den 5. Juli 1947.

Amtsgericht Neuwied
(Zweigstelle Dierdorf)

Genossenschaftsregister / Veränderungen
Gen.-Reg. 20: Spar- und Darlehenskasse Giershofene Genossenschaft mit beschränkter Haftpflicht zu Raubach. In den Generalversammlungen vom 7. November 1945 und 22. Mai 1946 wurden die §§ 1, 2, 3, 36 und 43 des Statuts geändert. Die Firma lautet jetzt: Molkereigenossenschaft Raubach, eingetragene Genossenschaft mit beschränkter Haftpflicht Raubach/Westerwald, Kreis Neuwied. (761)

Den 3. Juli 1947.

Amtsgericht Neuwied
(Zweigstelle Dierdorf)

Genossenschaftsregister / Veränderungen
Gen.-Reg. 20: Spar- und Darlehenskasse Giershofene, eingetragene Genossenschaft mit unbeschränkter Haftpflicht, Giershofen. In der Generalversammlung vom 23. Juli 1946 wurde der § 1 des Statuts geändert. Die Firma lautet jetzt: Raiffeisenkasse, eingetragene Genossenschaft mit unbeschränkter Haftpflicht in Giershofen. (762)

Den 5. Juli 1947.

Bekanntmachung

Güterrechtsregister / Neueintragung
Nr. 1315: Fries Erwin Peter, kaufm. Angestellter, zu Merchweiler, Poststraße, und Margareta Theresia geb. Schalmo, in Elversberg, Neunkircher Straße 84. Das Recht der Frau, innerhalb ihres häuslichen Wirkungskreises die Geschäfte ihres Mannes für ihn zu besorgen und ihn zu vertreten, ist ausgeschlossen. (764)
Ottweiler, 20. 6. 1947.

Amtsgericht

HR. B. 6: In unser Handelsregister B ist heute unter Nr. 6 die Firma „Ankrepharm Hetzerath/Mosel, Gesellschaft mit beschränkter Haftung“ eingetragen worden. Sitz der Gesellschaft ist Hetzerath. Gegenstand des Unternehmens ist die Herstellung von pharmazeutischen und artverwandten Produkten. Das Stammkapital beträgt 20 000.— RM. Der Gesellschaftsvertrag ist am 1. April 1946 abgeschlossen worden. Geschäftsführer sind Kaufmann Paul Andries und Arzt Dr. med. Oskar Kreil, beide in Hetzerath. Jeder Geschäftsführer ist zur Vertretung der Gesellschaft berechtigt. (765)

Wittlich, 13. Juni 1947.

Amtsgericht

Bad. Amtsgericht Villingen

Ins Handelsregister A. Nr. 134: Firma Fichter u. Hackenjos, Kommanditgesellschaft, Fabrik für Feinmechanik, in Villingen, wurde heute eingetragen: Der Kaufmann Theo Hagenlocher in Villingen ist zum Verwalter des Betriebs der Firma, die mit ihrem Vermögen unter das Gesetz Nr. 52 fällt, bestellt. (766)

Den 10. Juli 1947.

Bad. Amtsgericht Villingen

Ins Handelsregister wurde bei der Firma Heinrich Stamm in Königfeld eingetragen: Dem Fräulein Ida Marr, Verkäuferin in Königfeld, ist Einzelprokura erteilt. Die Prokura des Gustav Krauß ist erloschen. (767)

Den 10. Juli 1947.

Aufgebot

Das von unserer Kasse ausgestellte Sparbuch Nr. 185 mit einem Guthaben von 1390,77 RM. ist in Verlust geraten. Der Inhaber dieses Sparbuches wird gebeten, dasselbe innerhalb einer Frist von 4 Wochen mit Begründung seiner Ansprüche bei uns vorzulegen. Nach Ablauf der Aufgebotsfrist wird das Sparbuch für kraftlos erklärt. (768)

Öffentliche Sparkasse Gutach
(Schwarzwaldbahn)

Amtsgericht Tübingen

Handelsregistereinträge

Neu: A 242: Am 27. Juni 1947 die Firma Emil Ziegler, Samengroßhandlung, in Gönningen. Inhaber Emil Ziegler, Samenhandler in Gönningen.

Veränderungen

A. 218: Am 2. Juli 1947 bei der Firma Ferdinand Gröber, KG. in Tübingen: „Der persönlich haftende Gesellschafter Wolfgang Braeunig ist am 6. 4. 1945 gefallen. Die Witwe und Alleinerbin Frau Ursula Braeunig geb. Mayer, wieder- verehelichte von Tessin in Tübingen, ist persönlich haftende Gesellschafterin geworden (§ 16 des Gesellschaftsvertrages v. 22. 12. 1943)“.

A. 72: Am 8. Juli 1947 bei der Firma Julius Klein, Tübingen: „Die Firma ist geändert in Julius Klein, Textilgroß- und Einzelhandel“ (769)

Landgericht Hechingen

R. 62/47: Frau Stefanie Robol geb. Werz in Burladingen, Kreis Hechingen, Schloßgasse 240 klagt gegen ihren Ehemann Germa Guiseppa Robol, z. Z. mit unbekanntem Aufenthalt abwesend, auf Aufhebung der Ehe. Der Beklagte wird zur mündlichen Verhandlung vor die Zivilkammer des Landgerichts auf Dienstag, den 7. Oktober 1947, 8.00 Uhr vormittags geladen. (770)
Den 9. Juli 1947.

**Badische Essigwerke A.-G.,
vorm. Fr. Frank, Lahr/Schwarzw.**

Einladung

zu der am 25. August 1947, nachmittags 3 Uhr, in den Räumen des Notariats in Lahr, Amtsgerichtsgebäude, Zimmer 32, stattfindenden

Hauptversammlung.

Tagesordnung:

1. Vorlage des Jahresabschlusses 1944/45 mit Geschäftsbericht des Vorstandes sowie Bericht des Aufsichtsrates.
 2. Vorlage des Jahresabschlusses 1945/46 mit Geschäftsbericht des Vorstandes sowie Bericht des Aufsichtsrates.
 3. Entlastung von Vorstand und Aufsichtsrat für die beiden vorstehenden Geschäftsjahre.
 4. Verschiedenes.
- Zur stimmberechtigten Teilnahme ist jeder Aktionär berechtigt, der spätestens am 5. Tag vor der Hauptversammlung seine Aktien mit Nummernverzeichnis einreicht oder zwei Tage vor Ablauf dieser Frist einen Hinterlegungsschein (Stimmkarte) eines Notars oder der Deutschen Bank, Zweigstelle Lahr, oder der Dresdner Bank, Zweigstelle Freiburg i. Br., auf welchem die Hinterlegung der mit Nummern versehenen Aktien vermerkt ist, einreicht. Die Hinterlegung ist bis zum Schluß der Hauptversammlung aufrechtzuerhalten. (771)

Den 10. Juli 1947.

Der Vorstand

Amtsgericht Tübingen

Es wird festgestellt, daß der am 11. November 1896 in Marienwerder geborene, zuletzt in Tilsit wohnhaft gewesene Steuerinspektor Martin Buchholz gestorben ist. Als Zeitpunkt des Todes wird der 8. Juli 1944, 24.00 Uhr, festgestellt. (772)

Den 4. Juli 1947.

Aufgebot

Die Eheleute Landwirt Peter Fensterseifer und Katharina geb. Steeg in Uhler, Hunsrück, haben das Aufgebot des verloren gegangenen Grundschuldbriefes über die im Grundbuch von Uhler Blatt 17 III, Abt. Nr. 2 f. die Kastellauner Volksbank e. G. m. u. H. in Kastellaun (jetzt Raiffeisenbank e. G. m. u. H. Kastellaun) eingetragene, zu 7 Prozent vom 1. Febr. 1933 verzinsliche Grundschuld beantragt. Der Inhaber der Urkunde wird aufgefordert, spätestens in dem auf den 1. Dezember 1947, 11 Uhr, von dem unterzeichneten Gericht anberaumten Aufgebotstermin seine Rechte anzumelden und die Urkunde vorzulegen, widrigenfalls die Kraftloserklärung der Urkunde erfolgen wird.

Simmern, den 30. Juni 1947. (789)
3 F 4/47. Das Amtsgericht.

Cornelius Heyl A.G., Worms

Einladung

zur ordentlichen Hauptversammlung
Die Aktionäre werden auf Freitag, den 8. August 1947, vormittags 11 Uhr, zur ordentlichen Hauptversammlung in die Geschäftsräume der Gesellschaft eingeladen.

Tagesordnung:

1. Vorlage des Jahresabschlusses, des Geschäftsberichtes und des Berichtes des Aufsichtsrates für das Geschäftsjahr 1946.
2. Entlastung des Vorstandes und des Aufsichtsrates für das Geschäftsjahr 1946.
3. Wahl zum Aufsichtsrat.
4. Vergütung an den Aufsichtsrat für das Geschäftsjahr 1946.
5. Wahl des Abschlußprüfers für das Geschäftsjahr 1947.

Jeder Aktionär, der an der Hauptversammlung teilnehmen will, hat spätestens am dritten Tage vor dem Versammlungstage, diesen nicht mitgerechnet, seine Aktien bei der Gesellschaft oder bei einer der nachfolgenden Banken einschließlich ihrer Filialen:

1. Deutsche Bank, Berlin,
2. Commerzbank Akt.-Ges., Berlin,
3. B. Metzler seel. Sohn & Co., Frankfurt/M.,
4. Burkhart & Co., Essen,
5. Kreis- und Stadtparkasse Worms

bis nach der Hauptversammlung zu hinterlegen oder die Hinterlegung bei einem deutschen Notar dadurch nachzuweisen, daß er dem Vorstand der Gesellschaft vor oder spätestens zwei Tage nach Ablauf der Hinterlegungsfrist einen ordnungsmäßigen, die Nummern der Aktien enthaltenden Hinterlegungsschein des deutschen Notars in Verwahrung gibt. Hiergegen erhält er die Eintrittskarte, die allein zur Teilnahme an der Hauptversammlung berechtigt. (749)

Worms, den 7. Juli 1947.

Der Vorstand:

Dr. Scotti, Buschmann, Wimmer.

Aufgebot

Frau Charlotte Drum gesch. Galke geb. Preiß, wohnhaft in Freiburg i. Br., Turnseestr. 33 hat beantragt, ihren verschollenen Vater den Max Israel Preiß, geboren am 28. Dezember 1884 in Breslau, zuletzt wohnhaft gewesen in Breslau, Reuschestr. Nr. 24, für tot zu erklären. Der Genannte wird aufgefordert, sich spätestens bis zum Ablauf des 1. Oktober 1947 bei dem unterzeichneten Bad. Amtsgericht B 4 in Freiburg i. Breisgau zu melden oder dorthin Nachricht zu geben, widrigenfalls die Todeserklärung erfolgen wird. Alle, die Auskunft über Leben und Tod des Verschollenen geben können, werden aufgefordert, dies spätestens bis zum Ablauf des 1. Oktober 1947 dem obengenannten Gericht anzuzeigen.

Freiburg i. Br., den 7. Juli 1947. (773)

Amtsgericht B 4.

Bekanntmachung

Handelsregister / Veränderungen.

A. Nr. 17. Gebrüder Caspers, Dorsel, Kaufmann Ludwig Caspers in Dorsel als persönlich haftender Gesellschafter neu eingetragen. Prokura des Johann Peter Caspers erloschen.

Adenau, den 7. Juli 1947. (775)
Das Amtsgericht.

In Sachen der Ehefrau Kamil Spinar, Henriette geb. Hoffmann, in Koblenz-Neuendorf, Herberichstraße 37, Klägerin, — Prozeßbevollmächtigter: Rechtsanwalt Dr. Wirtz in Koblenz —, gegen den Automechaniker Kamil Spinar, Hodonin (Mähren) z. Zt. unbekanntes Aufenthalts, Beklagten, — 2 R 660/46 — klagt die Klägerin vor dem Landgericht in Koblenz, 2. Zivilkammer auf Scheidung der Ehe unter Feststellung der Alleinschuld des Beklagten. Verhandlungstermin ist anberaumt auf den 31. 10. 1947, vorm. 9 Uhr, im Amtsgerichtsgebäude Koblenz-Ehrenbreitstein, Sitzungssaal. Zu diesem Termin wird der Beklagte im Wege der öffentlichen Zustellung geladen.

(776) gez. Dr. Stutzinger, Landgerichtsrat.

Aufgebot

Das nachstehend aufgeführte Sparkassenbuch unserer Kasse ist vom Eigentümer als verloren gemeldet worden: Nr. 7057, Guthaben 1716.47 RM. Es ergeht hiermit die Aufforderung an den Inhaber der bezeichneten Urkunde, seine Rechte unter Vorlage des Sparkassenbuches binnen 1 Monat bei unserer Sparkasse geltend zu machen widrigenfalls die Urkunde für kraftlos erklärt wird.

Weil a. Rh., den 11. Juli 1947.

Bezirkssparkasse Weil a. Rh.
(Oeffentl. Verbandssparkasse)

Amtsgericht Balingen

Registergericht

Änderung vom 9. Juli 1947

B. 32. Oelreinigungsapparate-Bau und -Vertrieb, Gesellschaft mit beschränkter Haftung in Balingen. An Stelle des gestorbenen Josef Sonner ist Katharina Sonner geb. Schosser in Balingen Geschäftsführerin. (778)

Bad. Amtsgericht II Baden-Baden
Neueintragung

In das Genossenschaftsregister — Band I — unter Nr. 56 wurde heute eingetragen: Konsumgenossenschaft Baden-Baden eingetragene Genossenschaft mit beschränkter Haftpflicht in Baden-Baden. Statut vom 20. April 1947. Gegenstand des Unternehmens ist: a) der Einkauf von Bedarfsgütern im Großen und die Abgabe an die Genossen im Kleinen zu günstigen Preisen gegen Barzahlung, b) die Herstellung und Bearbeitung von Bedarfsgütern in eigenen Betrieben, c) die Annahme, Verwaltung und Wiederanlage von Spareinlagen gemäß der Sparordnung, d) die Vermietung von Wohnungen aus eigenem Grundbesitz e) die Vermittlung von Versicherungen. Auch können Lieferantenverträge mit Gewerbetreibenden abgeschlossen werden.

Den 11. Juli 1947. (781)

Bad. Amtsgericht Säckingen

Veränderung

Gen. Reg. Bd. III OZ. 18. Landw. Ein- und Verkaufsgenossenschaft Obersäckingen, Amt Säckingen, e. G. m. b. H. in Obersäckingen, Amt Säckingen. Die Firma und der Sitz sind geändert. Die Bezeichnung „Amt Säckingen“ wurde gestrichen. (780)

Den 5. Juli 1947.

Amtsgericht Leutkirch

Handelsregister vom 9. Juli 1947.

Bei der Firma: Rahm- und Butterwerk Tannheim David Koppenhöfer in Tannheim. Die Firmenbezeichnung ist geändert in: Rahm- u. Butterwerk Tannheim D. Koppenhöfer KG. Die Firma ist ab 1. 1. 1947 in eine Kommanditgesellschaft umgewandelt. Persönlich haftender Gesellschafter ist David Koppenhöfer, Kaufmann in Tannheim. 4 Kommanditisten sind beteiligt. Dem Walter Hamann in Tannheim ist Einzelprokura erteilt.

Den 9. Juli 1947. (782)

Amtsgericht Rottenburg (Neckar)

Handelsregister / Neueintragung

vom 10. Juli 1947.

A. 124. Schlotter u. Lohmüller, Sitz Rottenburg (Neckar). Geschäftsinhaber: 1. Karl Schlotter, Kaufmann und techn. Organisationsleiter in Rottenburg (Neckar), 2. Hans Lohmüller, Kaufmann in Rottenburg (Neckar). (783)

Amtsgericht Neuenbürg (Württ.)

Handelsregistereintragung / Veränderungen

vom 7. Juli 1947.

A. Nr. 392. Bei der Firma Wilhelm Lustnauer in Höfen-Enz. Die Firma ist geändert in: Wilh. Lustrauer, Kommanditgesellschaft. Kommanditgesellschaft seit dem 1. Jan. 1946. Jeder persönlich haftende Gesellschafter ist allein vertretungsberechtigt. Acht Kommanditisten sind beteiligt. (784)

Zum Handelsregister B 3 ist unter Nr. 25 am 6. 5. 47 eingetragen worden: Chemische Fabrik Curt Kopperschmidt Gesellschaft mit beschränkter Haftung, Sitz Blumberg (Baden). Herstellung und Vertrieb chem.-techn. Erzeugnisse. Stammkapital 50 000.— RM. Begonnen 1. 10. 1945. Vertrag vom 9. 7. 1946. Geschäftsführer ist Franz Kammigan in Aulgingen. (786)

Den 4. Juli 1947.

Amtsgericht Donaueschingen.

Im Handelsregister A. Nr. 129 wurde bei Fa. Emil Frei, Döggingen, am 10. Juli 1947 eingetragen: Firma durch Umwandlung erloschen. Zum Handelsregister B 3 wurde am 10. Juli 1947 unter Nr. 27 neu eingetragen: Emil Frei, Gesellschaft mit beschränkter Haftung, Sitz Döggingen (Baden). Zweck: Fortführung der Produktion und des Vertriebs der bisherigen Einzelfirma Emil Frei, Döggingen, Betrieb einer Lack-Farben- und Kittfabrik, sowie Großhandel mit sämtlichen Malerbedarfsartikeln. Stammkapital 100 000.— RM. Geschäftsführer Emil Frei, Döggingen. Vertrag vom 19. 4. 1947, Gesellschaft m. b. H. begonnen 1. 1. 1947. Bei mehreren Geschäftsführern sind 2 von ihnen gemeinsam zeichnungsberechtigt. Emil Frei ist jedoch allein zeichnungsberechtigt.

787)

Amtsgericht Donaueschingen.

HR. A. 3/212. Bergbaukommanditgesellschaft Moritz Feuerhake, Blumberg. Eingetragen wurde am 10. 7. 1947: Die Gesellschaft ist durch Umwandlung aufgelöst. — HR. B 3 Nr. 28 Bergbaukommanditgesellschaft mit beschränkter Haftung Moritz Feuerhake, Sitz Blumberg. Eingetragen am 10. 7. 1947. Zweck ist: Unter Fortführung des Zwecks der bisherigen Bergbau KG. Moritz Feuerhake (Bd. A 3 Nr. 212). 1. Ausführung von bergmännischen Arbeiten und Tunnelarbeiten durch geschlossene Kommandos, einschl. Errichtung von Bergwerksanlagen, 2. Handel mit Produkten des Bergbaus u. anderweltige Verwertung von Bergbauerzeugnissen. 3. Herstellung und Handel mit Bedarfsartikeln für den Bergbau. Stammkapital 125 000.— RM. Geschäftsführer sind Moritz Feuerhake, Kaufmann in Blumberg, Karl Breling, Bergverwalter Fützen (Baden). Gesellschaft mit beschränkter Haftung begonnen 15. 4. 1947. Vertrag vom 19. 4. 1947. Sind mehrere Geschäftsführer bestellt, ist jeder von ihnen allein vertretungsberechtigt. (788)

Amtsgericht Donaueschingen.

Beschluss

Ds 16/46. In der Strafsache gegen den Pelzgerber Walter Andre geb. am 2. 10. 1908 in Wehlitz, Krs Merseburg, früher wohnhaft in Hachenburg (Westerwald), z. Zt. flüchtig, wegen Verstoßes gegen § 242 RSTGB. Ds 16/46, wurde am 28. Juni 1947 beschlossen und verkündet: Das Vermögen des Angeklagten, das sich im Gebiet des Deutschen Reiches befindet, wird beschlagnahmt. (789)

Hachenburg, den 28. Juni 1947.

Das Amtsgericht.

Die im hiesigen Genossenschaftsregister unter Nr. 13 eingetragene Thommer Spar- und Darlehnskasse e. G. u. H. in Thomm hat durch Generalversammlungsbeschluss vom 16. 6. 1946 ihre Firma in Raiffeisenkasse Thomm e. G. m. u. H. geändert. Die §§ 2, 3, 43 des Statuts wurden geändert. (791)

Hermeskeil, den 9. Juli 1947.

Das Amtsgericht.

Amtsgericht Neuwied

Handelsregister / Veränderungen

A 15: E. W. Balzar, Neuwied, am 17. 6. 1947: Die Gesellschaft ist aufgelöst. Hans Weiler ist alleiniger Inhaber.

21: Rudolf Endermann, Neuwied, am 20. 6. 1947: Infolge Erbgang übergegangen auf die Witwe Rudolf Endermann, Frieda geb. Henninger. Paul Endermann ist Prokurist.

58: Otto Franke, Neuwied, am 27. 6. 1947: Kaufmann Alfred Hellinghausen, Neuwied, ist als persönlich haftender Gesellschafter aufgenommen. Offene Handelsgesellschaft, die am 1. Mai 1947 begonnen hat.

89: Ludwig Motzer, KG., Niederbieber, am 20. 6. 1947: Die Gesellschaft ist infolge Todes des persönlich haftenden Gesellschafters aufgelöst und wird von der Witwe Ludwig Motzer, Luise geb. Pfefferkorn in Niederbieber unter der alten Firma ohne Zusatz „KG.“ fortgeführt. Witwe Ludwig Motzer, Luise geb. Pfefferkorn ist nicht mehr Prokuristin. August Rinklake und Witwe Gerhard Weinreich, Emmy geb. Motzer in Niederbieber sind Einzelprokuristen.

130: Gebr. Runkel, Kommanditgesellschaft, Niederbieber-Segendorf, am 23. 6. 1947: Die Gesellschaft ist aufgelöst. Der Kaufmann Peter Gasber ist alleiniger Inhaber der abgeänderten Firma Peter Gasber.

131: Philipp Wagner OH., Niederbieber, am 27. 6. 1947: Die Gesellschafter Eheleute Michael Krings und Petronella geb. Broel sind durch Tod ausgeschieden. Die Prokura der Frau Krings und die Vertretungsbefugnis des Michael Krings sind erloschen. Josef Krings ist allein zur Vertretung berechtigt.

132: Karl Wagner, OH., Niederbieber, am 27. 6. 47: Die Ehefrau Michael Krings Petronella geb. Broel ist durch Tod aus der Gesellschaft ausgeschieden. Ihre Prokura ist erloschen. Dem Dr. Heinrich Krings in Oberbieber ist Prokura erteilt. Von der Vertretung der Gesellschaft ist er ausgeschlossen. Josef Krings ist allein vertretungsberechtigt.

B 2: Rhenania, Fabrik feuerfester Produkte G. m. b. H., Neuwied, am 23. 6. 47: Prokurist Fritz Rasch ist zum Geschäftsführer bestellt. Dr. Otto Böhmer ist nicht mehr Geschäftsführer.

28: Wandplattenfabrik Engers G. m. b. H., Engers, am 11. und 27. 6. 47: Der Frau Anna Mannebach in Neuwied ist Prokura derart erteilt, daß sie gemeinsam mit einem anderen Prokuristen die Firma vertritt. Die Prokura des Walter Hähner, des Franz Bethke und des Paul Kretzer ist erloschen.

Löschungen:

A 47: Geschwister Brodessa, Neuwied.
B 3: Heinrich Reinhard G. m. b. H., Neuwied.

Musterregister:

MR. 144: Kaufmann Heinrich Düsterwald in Neuwied, angemeldet am 12. Aug. 1946, vormittags 9 Uhr Geschmacksmuster: „Spiel-, Lehr- u. Arbeitsmethodenmittel, M 1, M 2, M 3, Flächen-erzeugnis. Schutzfrist 3 Jahre. Eingetragen am 20. Juni 1947.

Beschluss

U. R. II 1/47. Jakob Bockmeyer, geb. 28. Dez. 1882 in Venningen Sohn von Georg Bockmeyer und Katharina geb. Geist, lediger Fuhrmann, zuletzt wohnhaft in Venningen wird für tot erklärt. Als Zeitpunkt des Todes wird der 15. Sept. 1916, 24 Uhr festgestellt. (795)

Edenkoben, den 4. Juli 1947

Amtsgericht.

Oeffentliche Ladung

Ds 16/46. Walter Andre, Pelzgerber und Zuri-
chter, geb. 2. 10. 1908 in Wehlitz, Krs. Merse-
burg, früher wohnhaft in Hachenburg, wird hier-
mit öffentlich geladen. Es wird ihm zur Last ge-
legt, im September 1945 in Hachenburg 2 Pelz-
westen aus dem Lagerraum der Firma Paul Prei-
ßer, Hachenburg, in der Absicht rechtswidriger
Zueignung, an sich genommen zu haben. (Ver-
gehen gegen § 242 StGB.). Termin zur Haupt-
verhandlung ist angesetzt auf den 9. September
1947, 10 Uhr, Zimmer Nr. 1 des Amtsgerichts
Hachenburg. Es wird darauf hingewiesen, daß
die Hauptverhandlung auch bei Ausbleiben des
Geladenen stattfindet und daß das ergehende
Urteil vollstreckbar ist. (790)

Hachenburg, den 28. Juni 1947

Das Amtsgericht.

Amtsgericht Diez

Handelsregister / Neueintragung

HR B. 64. Aldus Verlag, Gesellschaft mit be-
schränkter Haftung in Diez, Verlag von Literatur,
Herausgabe und Vertrieb von Büchern und Zeit-
schriften. Stammkapital 40 000.— RM. Persönlich
haftende Gesellschafter und Geschäftsführer:
1. Verlagsbuchhändler Wolfgang Krüger, Ham-
burg, 2. Verlagsbuchhändler Dr. Hartmann
Goertz, Gstadt (Chiemsee), 3. Verlagsbuchhän-
dler Heinrich Scheffler, Diez. Gesellschaft mit be-
schränkter Haftung. Der Gesellschaftsvertrag ist
am 16. Mai 1947 errichtet. Jeder Geschäftsführer
ist allein zur Vertretung der Gesellschaft be-
rechtigt. (792)

Diez, den 18. Juni 1947.

Amtsgericht.

Höhr-Grenzhausen

Handelsregister / Veränderung

A 434 Firma Wilhelm Krumeich in Ransbach:
Der Kaufmann Alois Krumeich in Ransbach ist
mit Wirkung vom 1. 1. 1947 als Kommanditist
aus der Gesellschaft ausgetreten und als per-
sönlich haftender Gesellschafter in die Gesell-
schaft eingetreten. Zur Geschäftsführung und
Vertretung der Gesellschaft sind die beiden per-
sönlich haftenden Gesellschafter, Kaufmann Wil-
helm Krumeich und Kaufmann Alois Krumeich
nur in Gemeinschaft miteinander oder in Ge-
meinschaft mit einem Prokuristen der Gesell-
schaft berechtigt. Eingetragen am 7. Juli 1947.
(793)